

## Chroniques européennes du large

N° 5

### 11 mai 2009 – Les propositions de Mario Monti : pour l'Europe, le bout du tunnel ?

Sur le terrain, dans nos « cafés démocrates », une question revient sans cesse : à quoi sert l'Europe aujourd'hui ? Comment lui redonner du sens, du souffle ? Les Français perçoivent bien que, de la Communauté à l'Union, l'Europe a dérivé. A l'origine, le cap est clair ; dans le préambule du traité de Rome de 1957, les gouvernements signataires entendent faire une « *union sans cesse plus étroite des peuples européens* » en vue du « *progrès économique et social* » ; leur « *but essentiel* » est « *l'amélioration constante des conditions de vie et d'emploi de leurs peuples* ». Cette profession de foi n'a pas pris une ride mais l'équipage en a oublié la sagesse. Pour rattraper la dérive, l'UE, ce lourd paquebot à 27, a besoin d'un bon capitaine.

Ce week-end, le Parti Démocrate Européen, auquel appartient le MoDem, a proposé deux noms pour le poste de président de la Commission, deux Européens engagés : Guy Verhofstadt, ancien Premier ministre de Belgique, libéral et Mario Monti, économiste, ancien commissaire, jouissant d'une considération qui transcende les partis. Qui sont-ils ? Que proposent-ils ?

Nous commencerons aujourd'hui par l'Italie. Pour Mario Monti\*, la crise a rebattu les cartes ; les postures idéologiques s'estompent. Les pays anglo-saxons (en Europe, Royaume-Uni ou Irlande), ainsi que les nouveaux Etats membres d'Europe centrale et orientale, commencent à admettre que la finance et le marché ne suffisent pas à générer le bien-être et qu'une plus grande attention au social appelle plus de redistribution. Ils se tournent vers la France ou l'Allemagne qui, à raison, ont entendu conserver une capacité de régulation supérieure, une industrie solide et un filet social plus serré. Mais les « Anglo-saxons » s'inquiètent à juste titre de la tentation qu'ont les « Continentaux » de rejeter des disciplines de marché. D'où l'idée d'un nouveau « pacte » européen selon Mario Monti :

- les pays anglo-saxons admettraient une dose d'harmonisation fiscale, pour certains impôts, afin de mettre un terme à la concurrence sauvage entre Etats ; en assurant aux Etats une matière imposable, elle leur donnerait des moyens d'actions en matière sociale, éducative, écologique ;
- en contrepartie, l'Allemagne, la France et les autres « Continentaux » accepteraient un programme précis destiné à consolider le marché intérieur ; ils renonceraient notamment aux dérives actuelles, telles que la distribution d'aides d'Etat désordonnées et la tentation protectionniste.

Ce plan a deux immenses vertus :

- il donne une réponse claire aux citoyens en remettant le cap sur la redistribution, source de justice sociale et la solidarité. Mais il préserverait aussi les aspects positifs de l'économie de marché, favorable à la croissance et d'innovation.

- loin d'être une esquisse utopique, il part des positions respectives des uns et des autres. En donnant raison, sur certains points, à chaque camp, il jette les bases d'une négociation dont toutes les parties pourraient sortir gagnantes.

Sylvie Goulard

\*Financial Times, 6 avril 2009, *How to save the market economy in Europe*, et Corriere della Sera, 10 mai 2009, *Un patto (vero) per l'Europa*.